

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
29 mars 2012
n° 2222
1,30 €

Des logements pour qui ?

Samedi 31 à Bayonne

Bete hitza
euskarari lege geriza

DEIADAR

Pour l'euskara





Au-delà du consensus

LA cause de l'euskara semble désormais faire l'objet d'un certain consensus. Le temps où des responsables de l'administration française pouvaient se permettre, en toute impunité, des propos méprisants ou hostiles à son encontre est bel et bien révolu. Aujourd'hui, les derniers dinosaures antibasques se font plus discrets, préférant réserver leurs diatribes jacobines à des cercles privés de monolingues initiés. Ils se tiennent maintenant silencieux devant le basque à la mode, et c'est tant mieux. La grande bataille pour la reconnaissance des droits linguistiques aura au moins permis cela. À ceux qui croient encore au mythe des langues supérieures et des langues inférieures, aux chantres du français, langue universaliste éclairée, contre les patois grossiers et attardés, le XXI^e siècle en marche démontre que l'arc-en-ciel multilingue remplace peu à peu leurs tristes nuages monochromes. Qui aurait pu penser qu'en 2012, une école publique, celle de Jules Ferry et des instituteurs de la III^e République, propose l'enseignement du basque en immersion. Quel chemin parcouru!

Si la tendance est à l'optimisme, l'euskara n'est pas pour autant tiré d'affaire. Que l'on tende l'oreille en se promenant dans Bayonne, sur les plages d'Anglet, et malheureusement de plus en plus, dans les rues de Saint-Palais, de Saint-Jean-Pied-de-Port ou de Tardets, et l'on saisit vite la gravité de la situation. La place occupée par l'euskara dans la vie de tous les jours ne cesse de se réduire. On apprend le basque mais on ne l'utilise pas, un peu comme le latin. Or une langue vivante, ça sert d'abord à parler. Pour exister et se développer, la langue basque doit franchir les portes des établissements scolaires où sa place demeure indispensable, pour respirer le grand air. Il lui faut apparaître dans les services de l'administration, les

associations et les commerces, être utilisée lors des grands rendez-vous, des discours officiels, bref, devenir normale, banale, naturelle aux oreilles de tous.

Pour ce faire, rien de tel qu'une vraie, une grande politique publique de la langue basque. Un cadre officiel adossé à une loi claire, des droits énoncés et reconnus. C'est à ce moment qu'interviennent les élus, si nombreux et si prompts ces derniers jours, à prendre fait et cause pour l'euskara. Il est temps pour eux de laisser de côté les querelles partisans, de rejeter les peurs anachroniques, les idéologies dépassées et de franchir le pas: réclamer, promouvoir et militer pour l'officialisation de la langue basque. George Labazée, Frantxua Maïtia, Max Brisson et consorts ont une responsabilité particulière. Ils représentent localement les grands partis qui, du département jusqu'au gouvernement, ont entre leurs mains le pouvoir de décision. Il leur faut désormais être clairs.

Descendre dans la rue avec les familles, les militants, les associations et les syndicats qui appellent à la manifestation de Deiadar de samedi est important, mais cela ne suffit plus. L'euskara nécessite des prises de position qui vont au-delà du consensus. Il s'agit bien d'exiger de toutes ces personnalités qu'elles agissent concrètement et qu'elles pèsent de tout leur poids dans les instances adéquates pour que la revendication de l'officialisation devienne enfin réalité. Que l'euskara tienne le rang qu'il mérite. À quand un discours du maire de Bayonne ou du président du Conseil général en basque? Utopie? À quelques kilomètres d'ici, au sud de la Bidassoa, c'est déjà une réalité. Pour sauver le basque, il faudra parler le basque. En ce sens, cet éditorial lui-même démontre la situation schizophrène dans laquelle nous nous trouvons. Réduits à vanter les mérites de l'usage du basque... en français.

Deiadar

LARUNBATEAN hitzordua dugu Baionan, euskararen alde. Urteak joan, urteak jin, euskarak ez du oraino aspaldi eskatzen dugun ofizialtasuna. Frantziako presidente bozak izanen dira laster, eta kanpainaren karietara, Nicolas Sarkozy presidente-hautagaiak agertu du “komunitarismoen” aurka dagoela eta Errepublikako hizkuntza frantsesa dela, hizkuntza gutxituen Europako karta izenpetzeari uko eginez. Horren ordez, lege baten egitea aipatu zuen, hizkuntza gutxituei buruz. Duela bost urte ere hauteskundeak ziren, eta orduan ere hizkuntza gutxituen aldeko lege baten ideia aipatu zuen, eurokartari uko eginez bezala. Hori da, hori, jendeaz trufatzea! Orain hauteskundeak irabazten baditu, badakigu bost urteren buruan ere hein berean izanen garela. Frantziako Estatuak segitzen du euskara eta gisa bereko beste hizkuntza gutxituen ukatzen.

Hauteskunde kanpaina da orain, eta Frantziaren menpe diren beste hizkuntza gutxituen aldeko manifestazioak

izanen dira martxoaren 31n. Kanpaina horren bidez, hizkuntzen aldeko elkarte horiek hauteskunde kanpainako hautagaien hizkuntza gutxituei buruzko postura hartzeko eskatu diete. Pixkanaka, ari dira posturak ager-tzen. Sarkozyrenaz aparte, Nicolas Dupont-Aignan postura aipa daiteke: hizkuntza gutxituen ezagupenaren kontra agertu da, errotik, Frantziaren batasuna segurtatu behar delakoan eta hori frantsesa ez den hizkuntza bati “*pribilegioak*” ez ematek etorriko delakoan. François Bayrouk hizkuntza gutxituak goraiatu ditu, baina neurri zehatzik proposatu gabe. François Hollande eta Eva Joly hizkuntza gutxituen eurokarta berrestearen alde agertu dira. Bi horietarik bat Frantziako presidente bihurtzeko faboritua da. Ea hitza betetzen duen...

Badakigu nolakoa den hautagai horien jokamoldea: kanpaina denboran hitz eman, eta boterean direnean ahantzi edo hitza jan. Eman duten hitza bete dezaten, denek behar dugu Baionan izan larunbat honetan. Euskararen geroa, gure eskuetan da.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

Le risque de la «malédiction des ressources» pour le Timor

● David Lannes

L'ANNÉE 2012 sera certainement cruciale pour le Timor oriental. C'est tout d'abord l'année du dixième anniversaire de l'indépendance de ce petit pays de 1,1 million d'habitants, une indépendance arrachée à l'Indonésie après plus de deux décennies d'occupation brutale. C'est également l'année des élections présidentielles et législatives; l'enjeu de ces élections n'est pas uniquement de déterminer les orientations futures du pays, c'est aussi de faire oublier les mutineries de 2006 qui avaient causé des dizaines de morts et le déplacement de 150.000 personnes. 2012 devrait enfin être l'année du départ des forces de l'ONU (1.300 hommes) et des 400 militaires australiens envoyés en 2006 pour éviter une guerre civile. Le Timor oriental sera alors complètement livré à lui-même et devra gérer très adroitement ses revenus pétroliers pour pouvoir espérer sortir de la misère extrême dans laquelle il se trouve.

Tensions apaisées

En 2007, les élections présidentielles s'étaient tenues dans un climat très tendu car beaucoup craignaient que les graves troubles de 2006 ne se ravivent. José Ramos-Horta, prix Nobel de la paix en 1996, avait remporté ces élections avec l'appui du parti de l'actuel premier ministre et héros de l'indépendance Xanana Gusmao. Les tensions se sont depuis fortement apaisées et, selon la représentante de l'ONU au Timor oriental, «nous avons vu une campagne électorale propre et virtuellement exempte de toute violence. Chaque candidat s'est impliqué pour la paix». Cette bonne nouvelle explique peut-être en partie l'échec de M. Ramos-Horta, arrivé en 3^{ème} position au premier tour et donc écarté du second tour qui se tiendra le 21 avril. «Mon but, expliquait-il durant la campagne, est de faire perdurer le succès que j'ai obtenu — qui est la paix». En l'absence de menace sérieuse, les Timorais ont vraisemblablement estimé que les priorités étaient plutôt d'ordre social. Le Timor oriental est en effet le pays le plus pauvre d'Asie, et 147^{ème} sur 187 pays selon l'indice de développement humain du PNUD.

Le premier défi du nouveau président, et du nouveau gouvernement qui émergera des législatives de juin, sera de tirer intelligemment parti de l'atout principal du pays, ses ressources en hydrocarbures. Il faudra tout d'abord négocier au mieux avec l'entreprise australienne Woodside Petroleum chargée de l'exploitation de ces ressources, estimées à 18 milliards de dollars. Pour un pays pauvre comme le Timor, disposer d'importantes richesses naturelles est malheureusement souvent un facteur de chaos que de développement. C'est parce qu'il en est bien conscient que le Timor oriental a créé en 2005 le «Petroleum Fund», un fonds souverain chargé de gérer la manne pétrolière et inspiré du fonds souverain norvégien. L'idée est de n'utiliser chaque année qu'une petite partie des revenus pétroliers (le revenu soutenable estimé, RSE) et de verser le reste au Fonds; les intérêts générés par cette cagnotte devraient alors assurer un financement pérenne après le tarissement des puits. D'après une étude de l'IRIN pour l'ONU, le RSE est de 3% mais le gouvernement dépense plus: 3,8% en 2009, 4,8% en 2010, 4,3% en 2011, et 7,2% prévus en 2012. Cet-



te augmentation n'est évidemment pas soutenable, et elle est à l'origine de nombreuses divergences politiques; c'est parce que M. Ramos-Horta l'a critiquée que le premier ministre lui a refusé son soutien au premier tour des élections présidentielles, contribuant ainsi à son échec.

Utiliser l'argent à bon escient

Le gouvernement est lui aussi conscient du problème, mais la solution qu'il propose fait grincer bien des dents. Il vient en effet de faire voter une loi autorisant le Fonds à diversifier ses investissements; actuellement, 90% du Fonds est constitué de bonds du trésor en dollars, un placement sûr mais à faible rendement. Le gouvernement espère que le Fonds pourra désormais faire des placements plus rentables et financer ainsi l'accroissement de son budget. Mais c'est la population qui souffrirait directement d'une éventuelle erreur de placement qui ruinerait le Fonds...

A ceux qui prônent davantage de rigueur budgétaire, certains rétorquent qu'il faut dépenser davantage pour éviter d'entraver le développement naissant du pays. Encore faut-il pour cela que l'argent soit utilisé à bon escient, ce qui est loin d'être évident dans un pays neuf comme le Timor. C'est d'autant plus vrai que l'augmentation du budget du gouvernement est peut-être la plus élevée au monde: de 70 millions de dollars en 2004, on est passé à 1,3 milliards en 2011 et une prévision de 1,76 milliards pour 2012. Comme 95% de ces sommes proviennent de l'exploitation des hydrocarbures qui a déjà atteint son pic, le pays court à la catastrophe si les investissements actuels ne parviennent pas à mettre en place un système de production non basé sur le pétrole. Si le gouvernement fait un effort de transparence évident sur ses dépenses, certains questionnent la pertinence des choix budgétaires: seuls 9% du budget 2012 sont alloués à l'éducation et à la santé, 1,5% à l'agriculture. D'autres craignent que l'augmentation exponentielle du budget n'induisse une augmentation tout aussi spectaculaire de la corruption...

Les Timorais veulent croire qu'ils parviendront à surmonter ces nombreux écueils, et que les troupes de l'ONU pourront quitter le pays à la fin de l'année. Comme le souligne l'étude de l'IRIN, l'enjeu est que le Timor oriental ne soit plus classé «post-conflict» par l'ONU et «fragile state» par les donateurs. Pour l'instant, contentons-nous d'espérer qu'il ne tombe pas dans le champ d'attraction des «failed states».

●●● que Patrice de Maistre, gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, soit allé retirer 800.000 € en liquide en Suisse sur les comptes cachés des Bettencourt pour financer la campagne de Sarko en 2007. Celui-ci a déclaré: «tout ce qui est au pays de Guillaume Tell, c'est pour ma pomme».

●●● que selon la déclaration patrimoniale déposée au Conseil constitutionnel et publiée au Journal officiel, les avoirs de Sarko aient augmenté de 30% en 5 ans. Le cours de la pomme est à la hausse.

●●● pas tant que ça du communiqué publié samedi par Jean-Luc Mélenchon, dénonçant l'intention de François Hollande de signer la Charte des langues régionales. Pour l'apologue de l'œuvre civilisatrice des Chinois au Tibet, le mandarin reste autorisé.

●●● qu'aux élections pour le parlement autonome d'Andalousie, région la plus peuplée d'Espagne, le PP supplante le PSOE qui gouvernait la région depuis 1978. Pour le PSOE, les belles de Cadix n'ont plus des yeux de velours.

●●● que le maire de Bayonne déclare ne pas vouloir réparer les «palombières» de Sainte-Croix, plus connues sous l'appellation de favelas de Plantoun, mais les faire disparaître. Qu'en pensent les pigeons?

●●● que Jean-René Etchegaray soit déjà dans les starting-blocks pour les municipales de 2014 à Bayonne, pour le cas où Grenet ne se représenterait pas. Jean-René laisserait bien sa maison haute pour l'hôtel (de ville).



Des logements pour qui ?

L'alourdissement de la fiscalité, le durcissement de l'accès aux prêts, la réduction des aides incitatives, comme le prêt à taux zéro, auraient pu entraîner une baisse de l'activité immobilière dès 2011. Même si le rythme des ventes se tasse un peu, les projets demeurent nombreux en Pays Basque. Jean-Marie Etxart est un expert en matière de logement. Il a longtemps dirigé le Pact Pays Basque, spécialisé dans l'amélioration des logements pour les particuliers et dans l'élaboration de programmes d'actions habitat pour les Collectivités locales. Voici le tableau qu'il a brossé pour Enbata.



Jean-Marie Etxart

L'OFFRE de logements ne satisfait pas les attentes de la population locale, en raison de l'inéquation entre le prix des logements et les revenus des ménages. Les difficul-

tés d'accès au logement persistent donc, grossissant les listes des demandeurs d'un logement social, éloignant la résidence du lieu de travail, entraînant des coûts de déplacement de plus en plus élevés.

Un niveau élevé de construction de logements...

Notre attention est à chaque instant attirée par les chantiers de construction, les panneaux de promotion immobilière ou les encarts dans la presse. C'est un secteur très actif, proposant de multiples program-

mes. Les statistiques de la Direction Régionale de l'Environnement et du Logement (DREAL) le soulignent pour le département des Pyrénées-Atlantiques.

	2009	2010	2011
Logements commencés	5.042	5.356	4.746
Logements autorisés (permis accordés)	5.594	5.934	6.238

Au vu du nombre de logements autorisés en 2011, la construction se poursuivra encore pendant plusieurs mois.

... non adapté aux besoins de la population locale

L'étude menée en 2011 par la Communauté d'Agglomération Côte Basque Adour (ACBA) pour élaborer son programme local de l'habitat en fournit les éléments.

Profil ménages	Capacité à assumer un loyer ou une mensualité d'emprunt	Réponse fournie par le marché
Jeune ou isolé qui gagne un SMIC	330 €	470 € pour un T1 600 € pour un T2 ou 1.600 €/mois pour achat du logement
Couple sans enfant qui gagne 2 SMIC	660	980 € pour un T4 ou 2.300 €/mois pour achat du logement
Couple avec 2 enfants 2.124€/mois	700	
Ménage âgé avec une petite retraite	330 €	760 € pour un T3

Le décalage entre l'offre et la demande est important. Les ménages sont contraints * soit d'intégrer un logement dont les charges grèvent lourdement leur budget, bien au-delà de la norme acceptable de 33% consacré au logement * soit d'aller loin de leur lieu de travail, afin de rechercher une solution conforme à leurs reve-

Une offre importante de ten

La côte basque a attiré les professionnels de l'immobilier. Ils y sont nombreux et la concurrence s'est installée. Leur tâche est facilitée par les opportunités que leur offrent les documents d'urbanisme (PLU). Ces derniers ont ouvert à l'urbanisation de vastes zones qui vont bien au-delà des besoins de la collectivité. Logiquement, les professionnels contactent les propriétaires, qui sont tentés de faire monter les prix. Le plus offrant achète le lot. Ayant souvent l'obligation de réaliser une quote-

Une action publique plus fo

Les collectivités ont souvent inscrit dans leurs documents, l'obligation de réaliser, dans tout programme, un quota de logements sociaux. Quand l'initiative est privée, et que le promoteur a été le premier à acheter le terrain, c'est lui qui mène la négociation. Il contacte les bailleurs sociaux, les met en concurrence, leur réserve une partie du terrain (pas forcément la mieux placée). Les bailleurs sociaux, pour équilibrer les opérations sont contraints: * soit de proposer dans leur gamme des logements locatifs «haut de gamme» (PLS/ PLUS) plutôt que des logements locatifs très sociaux (PLAI) ou de favoriser l'accession sociale à la propriété * soit d'incorporer des fonds propres conséquents, avec le risque, à terme, de fragiliser leur assise financière. Ils subissent ainsi des éléments qui les dévient

2012KO MARTXOAREN 29AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

LYNN FATTOUH "MALIKAH", RAPPEUSE LIBANAISE

"Combattre la corruption et l'injustice pour arriver à la paix"



Deux soirées,
vendredi 30 et samedi 31 mars,
deux lieux,
Bota Gaztetxea, à Saint-Juste-Ibarre,
et le Cinéma l'Atalante à Bayonne
pour découvrir le monde arabe
grâce à deux représentants
du Hip Hop en arabe :
Malikah (Liban) et Boikutt (Palestine).
Les deux représentations seront
accompagnées par une projection de
"Next Music Station Lebanon",
le documentaire
sur la musique contemporaine au Liban
dirigé par Fermin Muguruza.
Malikah répond aux questions d'Alda!
avant son arrivée au Pays Basque.

Malikah en quelques mots...

Mon nom est Lynn Fattouh. Je suis à moitié algérienne et à moitié libanaise. J'ai grandi à Beyrouth, dans la "ville de la guerre et de la beauté".

Mon nom de scène est Malikah, ce qui signifie reine en arabe, tout comme la personne qui représente son peuple et parle en son nom.

Je fais du rap en arabe et je fais partie des artistes qui ont fait naître le Hip Hop arabe. En fait, après avoir fait mes débuts dans le monde du rap anglophone, j'ai réalisé que je devais rapper en arabe, dans ma langue et mon dialecte si je voulais parler à mon peuple.

Mes premiers liens avec le rap datent du début des années 2000.

J'ai de nombreux messages à diffuser, et j'utilise le Hip Hop comme un moyen à cette fin. Mes messages parlent souvent de donner le pouvoir aux femmes arabes, d'unifier le monde arabe, de combattre la corruption et l'injustice pour arriver à la paix.



"Arabiarra erabiltzen duen
Hip Hop-aren bidez,
arabiar munduan emazte arabiarrei
poderea emaitiaz,
korrupzioa eta injustizia
borrokatzeari buruz
mezuak zabaltzen ditut!"



Malikah Lynn

Le documentaire de Fermin Muguruza fait un éclairage sur toi. Comment s'est passé cette rencontre ?

J'ai été contacté par Fermin au sujet du documentaire «Next Music Station» et par la suite j'ai eu l'occasion de le rencontrer lors du tournage.

Fermin est quelqu'un de très bien, avec plein d'énergie positive et un très grand talent.

Quels sont les aspects de ton pays qui sont montrés par le documentaire de Fermin Muguruza ?

Fermin a montré le "vrai visage" de notre pays, en allant au delà des clichés qui nous sont souvent attribués.

Par ce documentaire il montre la richesse artistique du Liban.

Peux-tu nous apporter un éclairage sur les changements en cours dans le monde arabe ?

Le monde arabe s'est finalement réveillé. Les peuples se battent pour la liberté. Toute l'injustice et la corruption sont en train d'être dénoncées.

De plus, nous avons en tant qu'arabes finalement montré nos vraies couleurs au monde face aux clichés liés au terrorisme qui nous ont toujours été collés.

Nous montrons au monde tout l'amour, la paix et le respect que nous avons à offrir.

Que connais-tu du Pays Basque ?

Ma connaissance du Pays Basque est celle que j'ai pu avoir des livres de géographie...

C'est la raison pour laquelle je suis très heureuse de pouvoir venir visiter ce nouveau pays, découvrir sa culture et ses habitants.

Quand je serai parmi vous j'espère pouvoir rencontrer différents artistes pour construire de nouveaux ponts musicaux entre nos cultures et avoir des liens à l'avenir.

Pour les artistes, les échanges culturels sont toujours à l'origine d'un contenu artistique toujours plus riche !

Un dernier mot avant les deux soirées au Pays Basque : la nuit du 30 mars au Gaztetxe Bota à Donaixti et celle des Rencontres sur les Docks le 31 mars au Cinéma l'Atalante ?

J'espère pouvoir montrer mon pays à ce nouveau public.

De plus j'aurai l'occasion durant la soirée d'avoir un invité spécial, un des meilleurs rappers palestinien, Boikutt, qui performera avec moi.

Nous serons parmi vous pour représenter le Hip Hop arabe et vous raconter nos histoires !

ZinEHZ: zinema eta musikaren elkargunea
Pour la deuxième année consécutive, l'association EHZ s'associe à l'Atalante pour l'organisation d'une soirée musique et cinéma, avec pour invité d'honneur Fermin Muguruza.

... Fermin Muguruza

Chanteur, musicien, militant, cinéaste, on ne sait plus comment présenter ce monstre sacré du paysage culturel du Pays Basque. Il est à l'origine des groupes Kortatu, Negu Gorriak et Kontrabanda, les labels Esan Ozenki y Talka et il est l'auteur de plusieurs albums solo. Next Music Station fait partie d'une série de documentaires produits par la chaîne Al Jazeera sur la musique actuelle dans plusieurs pays du monde arabe: Maroc, Tunisie, Egypte, Syrie, Koweït, Bahreïn, Yémen et Soudan. NEXT MUSIC STATION a eu le premier prix au Festival de documentaire musical de Barcelone.



SOIRÉE DE CLÔTURE Samedi 31 Mars à partir de 19h30 à l'Atalante

19h30 - Pintxos proposés par le festival EHZ (tarif sur place)

Soirée en association avec le festival Euskal Herria

20h30 - Projection du film Next Music Station : Lebanon en présence du réalisateur Fermin Muguruza, suivi d'un Concert hip-hop de la rappeuse libanaise Malikah Lynn.

Malikah, la Reine du Rap

Elle s'appelle Malikah, la reine en arabe. Née à Marelle, Malikah, de son vrai nom Lynn Fattouh, a grandi à Beyrouth et à Oran en Algérie. C'est sa participation à l'émission Hip HopNa sur MTV Arabia qui l'a définitivement fait connaître. Du haut de ses 160 cm, cette jeune rappeuse de 23 ans s'est imposée parmi les meilleurs rappers du monde arabe, un univers qu'aucune femme n'avait encore intégré. Ce sera sa première date en France.

Next Music Station : Lebanon

Qatar, Espagne - 2011 - 1h44 en VO - Réalisé par Fermin Muguruza, version basque avec traduction simultanée en français.

Fermin Muguruza nous invite à un voyage sonore à travers la géographie libanaise, une mosaïque de sons et de voix qui émergent de la musique traditionnelle arabe, de son folklore et de ses instruments classique (comme le oud), tout en cherchant de nouveaux modes d'expression qui servent de pont entre l'Orient et l'Occident à travers des rythmes plus modernes : pop, rock, rap et rock alternatif...



MARTXOAK 30 MARS
DONAIXTIKO BOTA GAZTETXEAN
SAK 30TAN TTANKO:
FERMIN MUGURUZAREN MUSIKA
DOKUMENTALAREN PROIEKZIOA:
DOCUMENTAIRE
SUR LA MUSIQUE
CONTEMPORAINE AU LIBAN
(DE FERMIN MUGURUZA)TA ONDOTIK
CONCERT DE RAP KONTZERTUAK:
MALIKAH LYNN
(RAP-LIBAN)
BOIKUTT KUTT
(RAP-PALESTINA)
5 euro

Deiadarra

Kiskil

Maiz deiadarra jotzen dugu herri honetan, hainbeste gertakari eta aldarrikapen izanez.

Aldi honetako, garrantzitsuena da, gure ama hizkuntzaren ezagupenaren alde delakotz.

Milaka ta milaka jende hurbilduko da, frantses estatuan, euskaldunez gain beste herrialde asko ere karrikan izanen baitira, egun berean.

Zer eskatzen da?

Hizkuntz guttutuak, frantsesaren ber heinean ezagutuak izan daitezten.

Ze mila deabru, ez da independen- zia galdegitea!!

Baina hala ere urteak, ez erraiteko mendeak, Pariseko agintariak, izan eskuin edo ezkerrekoak, beti uko egiten digutela.

Euskal Herrian euskararen inguruan gauzak aldatu dira, ezagutu ditugu garai batzuk non euskaraz ari zena, baserritar munduari kokatzen zen edo Enbata zikina horiei.

Horrek kalte handiak ekarri ditu, sare sozial bati baizik ez delarik identifikatzen hizkuntza bat, ahalkeak eta lotsak izanez, uko egiten da bere jatorrizko hizkuntzari.

Geroztik, entzuten da, eskoletan joan ta gehiago hurrek euskara ikasten dutela, gau eskoletan jende helduak indarra egiten duela hizkuntza berri baten ikasteko, itxaropena sortzen du.

Tresna berri batzuk ere sortu dira, eta hauekin batean hautetsi batzuk euskararen defentsan jarri dira.

Martxoaren 31ko hitzordua ez da huts egin behar, denen ardura da karri- kara jaustea, euskara hizkuntza ofizia- la lortu arte borrokatuko gira, ahantzi gabe lehen urratsa dela euskaraz mintzatea!!

CRID

Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

Libérons les élections

Des alternatives pour réinventer la démocratie

(...) Les élections présidentielles et législatives de 2012 vont être l'occasion de choix majeurs. Le contexte de crise et la gravité des effets sur les citoyens des mesures censées y répondre rendent ces choix aussi difficiles qu'essentiels pour l'avenir, selon qu'ils chercheront ou non à redéfinir les bases de notre contrat social.

Parce que nous sommes des organisations associatives, des réseaux, des collectifs divers, nous ne voterons sans doute pas pour les mêmes candidats. Cette diversité est normale, elle s'inscrit dans la démocratie vivante. Mais nous nous rassemblons dans le refus d'un discours basé sur la peur, prônant des mesures régressives et discriminantes. Nous pensons au contraire que ces élections doivent être l'occasion de proposer une ambition politique et démocratique au pays et à ses habitant-e-s fondée sur la défense et la promotion des droits fondamentaux partout et pour tou(te)s ainsi que des réformes institutionnelles profondes dont notre pays a besoin.

Depuis de trop longues années, les principes de respect de l'altérité et de solidarité sont régulièrement sapés au profit d'un discours qui fait du tout sécuritaire et de la concurrence de tous contre tous le fondement de toute richesse et de la crainte de l'autre le fondement de la vie sociale.

Citoyens en actes, nous ne nous résignons pas à cette conception mortifère des rapports entre les êtres humains. Nous n'acceptons pas que la concurrence soit le seul horizon de nos vies. Nous ne voulons pas que le chacun pour soi détruise la noblesse de l'engagement collectif, pas plus que nous n'acceptons que l'action publique ne se réduise à des mesures sécuritaires ou à l'accentuation des inégalités de revenus et de positions sociales.

Il est possible de vivre bien sur la planète, non pas malgré les autres mais avec les autres, non pas de la spéculation mais de son travail, et sans qu'il ne soit nécessaire pour cela de piller les ressources naturelles et de fouler aux pieds la dignité des personnes.



Nous pensons que la recherche du bien-être peut se passer du moteur de l'avidité et de l'illusion de l'accumulation infinie de puissance et de pouvoir révélée par la crise financière de 2008.

Nous pensons que la conquête des droits fondamentaux n'est pas une option, mais une urgence pour toutes les femmes et tous les hommes partout dans le monde, et que la paix ne peut être garantie sans le respect du droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Nous sommes confiants dans l'avenir parce que nous sommes convaincus que nous pouvons faire en sorte qu'il réponde aux aspirations et aux espoirs des peuples. Encore faut-il pour cela promouvoir d'autres politiques que celles qui ont failli. D'autres voies, d'autres expériences sont possibles, sur la base de notre diversité, de nos débats, de nos initiatives.

A cet égard, la discussion, la participation, la recherche du bien commun, sont plus pertinents et plus efficaces que les solutions imposées et les critiques muselées.

Nous pensons que la participation à la vie démocratique ne se résume pas aux échéances électorales mais qu'elle s'exerce aussi au quotidien, par des débats, des propositions d'alternatives et des actions comme celles que nous portons.

Pour le dire et le montrer à l'occasion de ces élections, nous souhaitons organiser des événements publics visibles et médiatisés pour que le maximum de résonance soit donné aux initiatives issues de la société civile, de manière à ce que nos valeurs et les perspectives qu'elles ouvrent pour nos sociétés soient présentes dans le débat public électoral et ce, en toute indépendance. (...)

Premiers réseaux/organisations signataires : Amis de la Terre, Fédération Artisans du Monde, ATTAC France, la Cimade, Colibris, Convergence citoyenne pour une transition énergétique, Convergence nationale défense et développement des services publics, CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement), Fondation France Libertés, IPAM (Initiatives pour un autre monde), Ligue des Droits de l'Homme, Oxfam France, etc.

www.libéronsselections.org/listesignataires



www.crid.asso.fr - www.libéronsselections.org

Grève Générale au Pays Basque Sud

Questions-réponses pour sensibiliser les sceptiques - Partie 2

(Suite et fin de la semaine dernière)

Dans la guerre des chiffres concernant la participation à la grève générale, c'est toujours le patronat qui remporte la palme de la légitimité car les médias rapportent leurs chiffres qui rendent marginal le mouvement de grève...

La grève générale a un grand pouvoir.

C'est d'ailleurs pour cela qu'il y a une campagne systématique pour la minimiser:

✓ toutes les affiches, banderoles, etc. sont retirées des voies publiques (les services publics d'entretien ont pour instruction de retirer tous les supports appelant à la grève générale),

✓ des services minimums hors la loi sont mis en place (les services minimums ayant été mis en procès lors des dernières grèves générales et les syndicats ayant gagné les procès, le patronat les utilisent quand même car ils ont tout intérêt à donner l'impression que la journée de Grève Générale est une "journée normale").



La Grève Générale, comme tout autre mobilisation est un instrument qui obtiendra des résultats radicaux à condition que tout le monde y participe.

Dans une démocratie, la légitimité s'obtient lors des élections... à quelle légitimité peut-on prétendre par les manifestations ?

Les élections ne sont qu'une partie de la démocratie.

Même après les victoires électorales, il faut maintenir les mobilisations populaires.

Pourquoi ? Pour que ceux qui sont au pouvoir n'oublient pas le peuple.

Les dirigeants politiques subissent la forte pression des pouvoirs économiques (l'Europe décide ce que doivent faire les gouvernements, sans prendre en compte les programmes électoraux sur lesquels sont élus les gouvernements).

L'Italie est la Grèce sont l'illustration nette d'un remplacement de chef de gouvernement élu par un dirigeant issu et adoubié par les pouvoirs économiques).



Publications de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

2012ko lan erreforma	
"Botere osoa ugazabari"	
Nola erantzungo dugu?	
Manu Robles-Arangiz Institutua	
m29 · GREBA OROKORRA	
<ul style="list-style-type: none"> Greba orokorra beharrezkoa da <ul style="list-style-type: none"> Lan erreforma hiltzaile honi EZ esateko Krisiari beste era batera aurre egin diezaoketugula esateko Sarraski honen ondorioak benetazko arduradunek ordain ditzaten Lan eta gizarte alternatibak proposatzeko Gune sozial eta sindikal alternatiboa indartzen joateko Borroka erreferentzia indartzeko 	

www.mrafundazioa.org/eu/mediateka/aurkezpenak/botere-osoa-ugazabari

120. Zenbakia
2012ko martxo

Egoeraren Azterketa

Egoera sozial eta ekonomikoaren azterketa

Berrito alderaldia etorri den honetan, estorkizunarako perspektibak inoizko langabeziarik handienetakoa Prestaziorik kobratzen ez duten langabeen kopurua % 135 igo da, krisia hasi zenetik Munduko ekonomia-egoera eta perspektibak 2012rako Lan eta negoziatio kolektiboaren erreformaren balorazioa

EIA
EUSKAL SINDIATUA

www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/egoera-azterketa/egoeraren-azterketa-120



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



nus. C'est bien souvent, 30 à 45 minutes qu'ils doivent consacrer au trajet domicile-travail, les frais de déplacement venant alors amputer leurs ressources.

Le décalage se trouve aussi entre le bassin d'emploi et le bassin de vie.

80% des emplois du bassin de vie (vaste zone de 330.000 habitants entourant l'Agglomération et incluant le Sud des Landes) se localisent dans l'Agglomération.

La production de logements est dominée par l'initiative privée (promoteurs, agents immobiliers...).

94% de cette production n'est pas accessible aux ménages locaux.

Elle est ouverte à une clientèle aisée, souvent extérieure à l'Agglomération.

1/3 des acheteurs est extérieur aux Pyrénées-Atlantiques et Sud des Landes.

Sur un échantillon de 773 biens vendus en 2009, seuls 15% des acheteurs ont plus de 60 ans, 59% ont moins de 50 ans, 26% de 50 à 59 ans.

Il faut consacrer 3.000 € par mois pour acheter un terrain et y édifier une maison (450.000 €) ou 1.600 € par mois pour un appartement (221.000 €).

Le prix d'un appartement a augmenté de 47% en 6 ans (2003/2009).

appel en complément des opérateurs privés à des opérateurs publics qui maîtriseraient la destination des terrains (investissement privé, logement social ou équipements publics).

PNRQAD : une nouvelle étape pour le centre historique de Bayonne

Le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés

Depuis 30 ans, la ville enchaîne les procédures pour améliorer la qualité des immeubles et des logements du centre ville. Des centaines de logements ont été réhabilités. S'il y a eu intervention des HLM, l'essentiel des projets a été réalisé par des propriétaires privés, incités par des subventions aux travaux, ou bénéficiant d'avantages fiscaux au titre de la loi Malraux. Il reste encore beaucoup à faire; 920 logements vacants ont été recensés, soit 1 logement sur 5. L'évolution des normes en terme de sécurité incendie ou d'insalubrité a rendu d'autres logements à la limite de l'habitabilité. Le projet prévoit la réhabilitation de 385 loge-

Afin d'avoir plus de cartes en mains, certaines collectivités ont même, dans une démarche volontariste, réduit les zones constructibles en les convertissant en terrains agricoles.

ments par des propriétaires privés, et 47 par des bailleurs publics. Il allie l'incitatif et le coercitif. L'initiative privée sera d'abord encouragée par la mise en place de financements attractifs dans le cadre d'une opération programmée de l'habitat et de rénovation urbaine.

Pour aller plus loin, dans six îlots jugés prioritaires, si les propriétaires sont réticents ou dans l'impossibilité de remettre en état les logements et immeubles, on pourra aller jusqu'à l'expropriation.

L'Etablissement Public Foncier (EPFL) sera mis à contribution pour ces acquisitions difficiles, avec l'implication financière de l'Agence nationale de rénovation urbaine.

Points d'actualité

Taxation des plus values immobilières

- Elle concerne les terrains, résidences secondaires et biens locatifs.
- Sont exonérées les résidences principales et quelques autres cas particuliers.

Période	Exonération totale des plus values
Avant le 1/02/2012	Au bout de 15 ans
Après le 1/02/2012	Au bout de 30 ans

Période	Taux de taxation
Avant le 1/02/2012	31,30%
Après le 1/02/2012	32,50%

L'attente pour une exonération totale sur les plus values est repoussée de 15 ans à 30 ans, alors que le taux de taxation augmente de 31,20% à 32,50%.

Défiscalisation au titre du dispositif Scellier

Période d'investissement	Réduction d'impôt sur le montant de l'investissement pour un logement neuf (maxi 300.000 €)
1/01/2009 au 31/12/2010	25%
1/01/2011 au 31/12/2011	13% (22% si le bâtiment est en basse consommation (BBC))
1/01/2012 au 31/12/2012	13% (16% si le bâtiment est en basse consommation (BBC))

Le dispositif Scellier, très souvent utilisé dans la commercialisation des logements neufs, s'applique à des propriétaires qui achètent un bien afin de le louer au moins 9 ans. Le taux de réduction d'impôts chute de 25% à 13%, tout en étant soumis à de nouvelles exigences en terme d'isolation et de maîtrise de l'énergie, car le bâtiment doit être classé «de basse consommation».

Bientôt un Hôtel Social

En projet depuis de nombreuses années, il est aujourd'hui en cours de construction. Il devrait être livré pour l'hiver prochain. Il est situé à Biarritz, près de la gare. La maî-

trise d'ouvrage est assurée par la Communauté d'agglomération côte basque Adour; la gestion sera dévolue à l'Association Atherbea, largement engagée dans l'accueil et l'hébergement des personnes en grande difficulté.

Ce sont 20 chambres, 30 lits, qui viennent compléter une offre réservée aux plus démunis.

Le Foyer des Jeunes travailleurs s'agrandit

Sous la maîtrise d'ouvrage de l'organisme HLM, Habitat Sud Atlantique qui en a assuré la construction, près du Conservatoire de Musique à Bayonne, le Foyer des Jeunes Travailleurs va gérer 39 chambres supplémentaires destinées aux jeunes travailleurs, aux apprentis et aux travailleurs saisonniers.

L'attractivité du Pays Basque et une commercialisation dynamique conduisent à la vente de tous les logements construits. Pour autant la demande locale n'est pas satisfaite et souffre de la cherté des biens tant en vente qu'en location. Il appartient aux collectivités publiques de poursuivre les efforts pour rééquilibrer l'offre et la demande. Elles ont, à cet effet, à leur disposition un arsenal de textes, d'outils et des procédures.

terrains constructibles

part de logements sociaux et d'intégrer dans son montage un prix d'achat du foncier élevé, le promoteur peut être amené à négocier avec la collectivité une révision du statut du terrain, afin de pouvoir y construire plus de logements qu'initialement autorisés.

Parfois, les terrains constructibles sont situés dans une zone non couverte par l'assainissement collectif. Il faut donc une superficie plus importante pour y réaliser l'assainissement non collectif dont l'efficacité n'est pas certaine: d'où, une surconsommation foncière et l'étalement du mitage.

forte

de la réalisation du programme le mieux adapté aux besoins.

Les Collectivités locales sont très engagées dans la production de logements sociaux. Elles exigent, pour tout programme, une proportion de logements à loyers maîtrisés. Elles consacrent de l'argent à l'équilibre des opérations de logements sociaux (prise en charge du foncier, subventions...).

Elles ont bien d'autres possibilités pour éviter la spéculation comme,

*celle d'instaurer des Zones à Aménagement Différé (ZAD)

*celle de définir des emplacements réservés au logement social

*celle de ne pas ouvrir à l'urbanisation plus de terrains qu'il n'en faut pour un développement maîtrisé de la commune

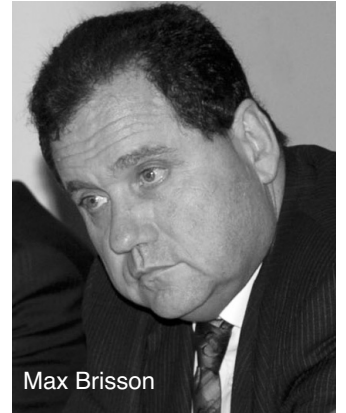
*celle d'investir dans l'aménagement en faisant



Présidentielles

Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle (1^{er} tour 22 avril), Enbata interpelle, avec le même questionnaire, les familles politiques représentatives en Iparralde ayant un candidat.

Nous publions cette semaine les réponses de Max Brisson, secrétaire départemental de l'UMP et porte-parole de Nicolas Sarkozy.



Max Brisson

ENBATA: Êtes-vous, vous et votre candidat présidentiel, favorables à la ratification par la France de la Charte européenne des langues minoritaires qu'elle a signée mais qu'elle refuse de ratifier et qui implique une modification de l'article II de la Constitution?

Max Brisson: Depuis le discours de Strasbourg en 2007, Nicolas Sarkozy a toujours dit son opposition à la ratification par la France de la Charte européenne des langues minoritaires. Ce refus a été réaffirmé à Marseille cette année.

Cette position est dans le droit fil de l'avis du Conseil constitutionnel. D'ailleurs, les candidats qui promettent la ratification sans modification de l'article II de la Constitution font une promesse qu'ils ne pourront tenir.

En effet, cette charte, en créant des droits linguistiques pour les minorités, est en contradiction avec les principes et l'organisation du système politico-administratif et judiciaire français.

En revanche c'est sous son quinquennat que les langues régionales ont été inscrites dans la Constitution. C'est un acquis important.

Une loi serait un plus, je la souhaite, elle pourrait permettre de donner un cadre législatif au développement des politiques linguistiques en reprenant les articles de la charte jugés conforme à la loi fondamentale par le Conseil constitutionnel.

Enb.: La réforme territoriale votée en 2010 doit entrer en vigueur en 2014. La loi portant cette réforme supprime le "Pays" qui était l'entité porteuse des dispositions spécifiques pour le Pays Basque. Vous-même et votre candidat présidentiel, êtes-vous en faveur de l'abrogation de cette loi et de la création d'une collectivité territoriale spécifique pour le Pays Basque?

M. B.: Nicolas Sarkozy a voulu la réforme territoriale qui vise à simplifier l'organisation des pouvoirs publics locaux et à clarifier la répartition des compétences.

S'il est élu, elle sera appliquée. Mais cela n'a rien à voir avec l'instauration d'une collectivité spécifique que le cadre institutionnel actuel permet!

Or, en visite au Pays Basque, Nicolas Sarkozy n'a pas rejeté l'éventualité de la création d'une collectivité territoriale spécifique pour le Pays Basque. Il y a mis trois conditions tout à fait compréhensibles: l'accord le plus large des élus du Pays Basque, le respect du cadre ins-

titutionnel et un contexte apaisé. Il n'a guère été entendu et je regrette que le Pays Basque ne se soit pas approprié davantage les propos du président de la République en exercice.

J'y vois pour ma part une invitation à poursuivre le travail lancé depuis trois mois par le CEPB et le CDPB.

Il faut en effet et sans plus tarder que le Conseil des élus se prononce sur les hypothèses qui sont issues des travaux qui sont en cours et qu'ainsi le Pays Basque dise, par l'entremise de ses élus, ce qu'il veut.

J'attends donc avec impatience que le débat s'ouvre non pas sur une revendication abstraite et donc clivante mais sur des données très concrètes en termes de compétences et de mode de gouvernance. Déjà le 8 mars, l'assemblée des deux conseils a exprimé sa volonté de mettre en œuvre un processus de discussion pour voir si un accord partagé est de l'ordre du possible. Le 23 un groupe de travail a été acté qui doit rendre ses conclusions pour septembre.

Il ne reste donc plus qu'à élaborer une méthode permettant aux élus du Pays Basque de prendre position sur les hypothèses étayées par le travail préparatoire des ateliers du CEPB et du CDPB et les avis des universitaires Massias et Gourdou.

Je reste, à titre personnel, persuadé que si un tel consensus est construit demandant que le cadre actuel évolue, il s'imposera à tous.

Enb.: Le Pays Basque est à cheval sur une frontière et vit donc le transfrontalier au quotidien. Pour vous et votre candidat, où doivent se traiter les politiques transfrontalières concernant le Pays Basque, notamment les actions en faveur de la langue basque? Une Eurorégion vous apparaît-elle pertinente?

M. B.: La coopération transfrontalière a progressé mais reste contrainte par l'asymétrie en termes de compétences et d'organisation entre le nord et le sud de la Bidassoa.

Le système de gouvernance qui sortira des débats évoqués en réponse à la question 2 devrait permettre de donner plus de cohérence à cette coopération qui souffre de la grande dispersion des décideurs côté français.

L'OPLB, instauré par les «chantiers Sarkozy» de 2004 et que j'ai présidé pendant 6 ans, a mis en œuvre un partenariat transfrontalier de grande qualité en faveur de l'euskara. En effet la langue basque doit être un des objets majeurs des relations entre institutions publiques des deux côtés de la frontière.

Dans ce domaine, comme dans d'autres, le renforcement des outils de coopération est nécessaire pour faire progresser l'Eurorégion mais il nécessite pour être mené que soit clarifié le débat lancé par le CEPB et le CDPB.

Enb.: De nombreux élus locaux, les associations de défense de l'environnement, des élus consulaires et de très nombreux citoyens refusent une LGV à travers le Pays Basque et demandent l'amélioration de la ligne existante. Quelle est votre position et celle de votre candidat présidentiel?

M. B.: Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont fait progresser le projet GPSO et sont tenus par le respect des engagements de la France avec l'Espagne dans le cadre européen. Cependant, la ministre de l'Ecologie, aujourd'hui porte-parole de Nicolas Sarkozy, a indiqué que rien ne sera imposé aux élus et que les décisions prises au-delà de l'achèvement du tronçon Tours-Bordeaux dépendront de l'engagement des territoires.

Si, comme élu, je suis favorable à une ligne nouvelle, au sein de mon parti d'autres élus sont opposés et d'autres n'y sont favorables que lorsque sera atteinte la saturation de la ligne existante modernisée, saturation qui ne semble pas d'actualité.

Le débat qui traverse la société du Pays Basque existe également à l'UMP, et comme dans d'autres mouvements politiques.

EH

Les candidats

ON ne lui reprochera pas de ne s'être pas prise à temps: la coalition abertzale de gauche Euskal Herria Bai a lancé à Bayonne sa campagne pour les législatives des 10 et 17 juin prochains, mercredi 21 mars dernier. Les candidats pour les trois circonscriptions d'Iparralde ont été désignés. Anita Lopepe (Batasuna) pour la 4^{ème} basco-béarnaise, avec comme suppléant Xabi Duhalde, Peio Etcheverry-Ainchart (Abertzaleen Batasuna), secondé par Marie-Christine Elizondo et Laurence Hardouin dans la 5^{ème}, épaulée par Peio Menta. Les deux premières désignations étaient attendues. On sait que Batasuna revendiquait le Pays Basque intérieur où les abertzale réalisent leurs meilleurs scores.



Manifestation Deiadar

samedi 31 mars à Bayonne

BEAUCOUP de monde est attendu samedi après-midi 31 mars dans les rues de Bayonne. Les appels à participer à la manifestation organisée par Kontseilua et Euskal Konfederazioa en faveur de l'officialisation de l'euskara se multiplient. Herri Urrats, Seaska, Biga Bai, Ikas Bi, Euskal Haziak, Bildu, Batera, Euskaltzaindia, le Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque, Bizil!, LAB, l'Association des régions de France, le Biltzar des maires du Pays Basque par la voix de sa présidente Christine Bessonart, et de très nombreuses associations locales appellent à se joindre au cortège. De son côté, Frantxoa Maitia, conseiller général et régional, président de l'Office public de la langue basque, a annoncé sa présence. Plus singulier, Georges Labazée, président socialiste du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, apporte son soutien à la manifestation, réclamant un cadre légal pour les langues minorisées de l'hexagone et la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales.

Des manifestations analogues sont organisées simultanément dans dix villes de l'hexagone en défense des langues minorisées ce même samedi. En même temps qu'à Bayonne, des rassemblements auront lieu à Ajaccio, Toulouse, Perpignan, Poitiers, Quimper, Strasbourg, Metz, Annecy et Lille.



BAI désignés

L'heureuse surprise vient de la désignation, dans la 5^{ème}, de la candidate d'ouverture Laurence Hardouin, avocate et militante bien connue des droits de l'homme, présidente de la Cimade. Dans une circonscription urbaine et péri-urbaine qui est, plus que jamais, une terre de mission pour les abertzale, la désignation d'une candidate d'ouverture pour porter le flambeau abertzale est une heureuse initiative. Rappelons qu'aux législatives de 2007, EH Bai avait obtenu 13,11 % sur la partie basque de la 4^{ème} circonscription (Léonie Aguergaray), 4,5 % dans la 5^{ème} (Miguel Torre) et 9,09 % dans la 6^{ème} (Beñat Elizondo).

Le slogan de la campagne a également été dévoilé: EH Bai, "la voix du Pays Basque à Paris".

Jean-Marc-en kronika



Le syndrome de Peter Pan

LE mouvement abertzale organisé en Pays Basque Nord n'a pas plus de 50 ans. Il est donc particulièrement jeune. Minoritaire (les dernières cantonales avec ses 10 % l'ont placé 5^{ème} force politique après l'UMP, le PS, le Modem et Europe Ecologie), il n'en exerce pas moins une réelle influence au sein de notre société. Ses initiatives sont légions et les abertzale, très majoritairement ancré(e)s à gauche, portent un projet ouvert, solidaire et désintéressé, suppléé par un engagement individuel qui, pour certains, confine au sacerdoce. Pourtant, il peine à traduire sur le plan électoral toutes ces forces actives qui traversent tous les domaines de notre vie quotidienne. Des raisons plus ou moins objectives peuvent être mises en exergue.

Passer du virtuel au réel

En tout premier lieu, il y a ce mimétisme toujours prégnant, pas toujours conscientisé, vis-à-vis de la Communauté autonome d'Euskadi. Appliquer une stratégie similaire au Sud dont le vote abertzale, toutes tendances confondues, approche les 60 % est une incongruité dommageable et contre productive. D'autant que si une vraie proportionnelle (à un tour) a cours au Sud, nous sommes ici confrontés (hors Européennes) à un scrutin à deux tours qui favorise généralement l'UMP et le PS en squeezant toutes les autres composantes souvent majoritaires. Liée à ce travers, la pensée abertzale surfe sur une perception fantasmée d'un territoire peuplé majoritairement de Basques d'origine. Or, surtout depuis un siècle, l'émigration économique d'un côté et, à l'inverse, l'immigration vers notre petit territoire attractif, ont rendu les Basques du Nord minoritaires sur leur propre sol. Ce combat ethnique, au sens noble du terme, se doit d'être revisité. De même,

une stratégie électorale uniforme ne prenant pas en compte la diversité des territoires de nos trois provinces (et notamment le score divers des abertzale) est un non sens. On n'agit pas de la même façon sur le BAB (4,5 % aux cantonales) que sur l'intérieur (16 %). Enfin, le mouvement abertzale, en changeant systématiquement de candidat(e) à chaque échéance électorale quelle qu'elle soit, ne construit aucun parcours personnel de peur que le «notabilisme» ne vienne entacher la pureté de la démarche collective. Si l'intention est louable, le résultat est totalement inefficace dans ce système électoral français.

Aller aux élections: pourquoi?

La coalition EH Bai, réduite à AB et Batasuna, cumule les écueils sur le plan stratégique. Son objectif pourtant accessible, mais déjà obsolète, de réunir les trois composantes abertzale de gauche n'est pas atteint. Pire, il y aura sans doute trois offres abertzale pour ces législatives si le PNV y va. Le niet de Batasuna, entraînant malheureusement celui d'AB vers l'ouverture à Europe Ecologie, a favorisé l'émergence de «l'alliance Abertzale et écologiste Amalur» qui sera sa première concurrente. EH Bai compte peut être sur la bonne pioche d'une candidate «d'ouverture» sur la 5^{ème} circonscription, avec le risque de se brûler les ailes... Mais l'échec le plus probant, conséquence de celui mathématique de ne pas grouper toutes les forces abertzale et écolo en une même coalition, c'est d'avoir d'ores et déjà raté l'occasion de mettre la pression sur le PS, gagnant potentiel des présidentielles et des législatives, sur nos deux thématiques d'importance. Celles de la reconnaissance territoriale et linguistique. C'est à croire que nous ne voulons pas grandir.



En Pays Basque aussi refusons de payer les dettes illégitimes !

● Xabi Larralde

DERRIÈRE la gestion des dettes publiques se cache un rapport de force violent autour du fait de savoir, qui, des milieux financiers, ou des populations vont payer les pots cassés de la crise. L'Europe libérale qui interdit à la Banque Centrale Européenne (BCE) de financer directement les Etats nous fait «marcher sur la tête» en imposant un mode de fonctionnement absolument invraisemblable. A deux reprises, la BCE a récemment octroyé aux banques européennes des prêts sur trois ans à un taux de 1% pour un montant total de près de 1.000 milliards d'euros. Avec cette liquidité, les banques peuvent prêter aux Etats à des taux de 3,4%. C'est tout à fait scandaleux! D'autant plus, que, comme nous le montre le cas de la Grèce, l'austérité et les réformes «structurelles» imposées par la troïka (BCE, Commission européenne, FMI) ressemblent à s'y méprendre aux plans d'ajustements structurels du FMI imposés dans les années 80 aux pays en voie de développement surendettés. Ainsi, si les peuples en Europe ne réagissent pas, nous pouvons nous retrouver dans un scénario qui a été, par exemple, celui de l'Amérique Latine dans les années 80-90. N'oublions jamais que ce sont les opérations de spéculation des banques qui ont déclenché la crise. Les banques sont coupables, c'est donc à elles de payer les

conséquences de la crise! La seule séquence qui soit acceptable serait celle dans laquelle la BCE finance à taux réduits les Etats, ces derniers se chargeant de renflouer les banques en difficulté. Alors, comment remettre les choses «à l'endroit»? L'Islande nous a montré la voie, en refusant de payer la totalité de sa dette. Cela a été rendu possible grâce à une mobilisation citoyenne qui a imposé l'organisation de référendums sur le remboursement de la dette. La mobilisation populaire autour de la dette est donc aujourd'hui indispensable. A cet égard, un collectif contre la dette, impulsé par Attac, est en train de mener un travail remarquable autour du concept de dette illégitime. Ce concept émerge d'un jugement de la Cour suprême argentine en 2000 qui a pointé le caractère illégitime d'une dette contractée pendant la dictature des généraux. Il a été mis en pratique notamment en Equateur en 2007-2008, sous la houlette de Rafaël Correa. Grâce à l'expertise d'économistes du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), une procédure d'audit a qualifié plus de 80% de la dette de l'Equateur comme illégitime. En refusant en conséquence de payer la totalité de sa dette, ce pays a ainsi réussi à sortir des griffes des milieux financiers internationaux. On caractérise une dette comme illégitime en particulier au travers de deux critères: si la dette contrac-

“ **Un collectif contre la dette, impulsé par Attac, est en train de mener un travail remarquable autour du concept de dette illégitime.**

tée n'a pas servi à satisfaire les intérêts du pays ou des populations, ou si une institution financière a accordé un prêt dans des conditions mensongères avec la volonté explicite de tromper celui qui l'a contracté. Cela nous concerne au niveau local, car les prêts toxiques octroyés à des municipalités notamment par la banque Dexia (spécialisée dans le financement des collectivités locales) constituent sans aucun doute, à la vue des conclusions de la commission parlementaire présidée par Claude Bartolone, un cas type de dettes illégitimes. Comme l'a mis en évidence le quotidien *Libération*, en Pays Basque Nord même, plusieurs communes (Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, Hendaye, Mauléon...) ont contracté ce genre de prêts toxiques. Quand on sait que dans l'Etat français, les acteurs publics locaux (collectivités locales, établissements de santé et organismes de logement social) assurent plus de 70% de l'investissement public, on comprend à quel point il est fondamental de «purger» nos finances locales de ces prêts toxiques. Donc, en Pays Basque aussi, refusons de payer les dettes illégitimes!

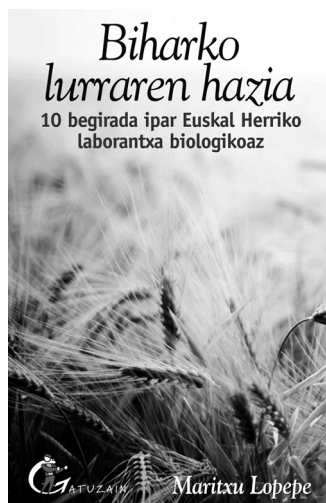
Sur votre agenda

Martxo:

● **Samedi 31, 10h30, BAIONA** (devant la gare). Journée d'action organisée par le Collectif citoyen contre les dettes publiques illégitimes.

Apirila:

● **à partir du vendredi 6, DONIBANE LOHITZUNE** (La Rotonde). *Expressionnisme basque*, exposition de Xabi Soubelet.
● **Vendredi 6 et samedi 7, SARA-LESAKA**. Gazte Martxa.



Il y a moins de trente ans, être agriculteur biologique équivalait à être taxé de «martien». C'était l'époque de la valorisation des rendements industriels, des pesticides et agrochimiques, des monocultures. Au Pays Basque Nord, sans doute influencés par les idées de Mai 68 et d'autres courants européens, une poignée de «fous» se lançaient dans l'aventure, voulant soumettre leurs productions au respect de la nature et à un mode de vie plus sain. Aujourd'hui, plus de cent paysans d'Iparralde sont certifiés en bio. On ne parle plus de «marginiaux loin des réalités» mais de producteurs pragmatiques mettant des freins en pratique afin de ne pas plonger notre planète dans la destruction. Dans son ouvrage «*Biharko lurraren hazia*», Maritxu Lopepe a recueilli le témoignage de dix d'entre-eux.

Sommaire

- CAHIER N°1 ENBATA
Des logements pour qui? 4 et 9
Manifestation Deiadar 11
- CAHIER N°2 «ALDA» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190